

RIGUEUR :

synonyme de suppression

PRECAIRES REVEILLEZ VOUS !



En ce début d'année la rigueur conduite par le gouvernement Sarkozy a pour synonyme le mot suppression. En effet, elle se traduit par des coupes franches dans les aides sociales qui permettaient de maintenir les plus précaires dans l'emploi. Or on assiste à un véritable glissement de ces aides financières anciennement dévolues aux demandeurs d'emploi vers les poches des financiers et des banquiers afin de solder le trou immense laissé par leur crise économique. C'est chez les pauvres qu'ils trouvent ainsi l'argent pour rembourser leurs dettes.

A) Suppression du contrat d'accompagnement vers l'emploi (CAE) et du contrat unique d'insertion (CUI)

Cette décision prise par l' État qui subventionne ces contrats à 95 % est un véritable couperet. Elle met en cause l'emploi de milliers de personnes qui travaillent dans les établissements scolaires ou dans les associations. C'est un véritable gâchis social. Cette mesure va gravement hypothéquer le fonctionnement de centaines d'associations culturelles, sociales, ou sportives au risque d'asphyxier la vie associative, facteur de démocratie et de cohésion sociale. Nous dénonçons le non renouvellement des CAE qui va amener les bénéficiaires de ces contrats au chômage.

B) Suppression de la prime de retour à l'emploi (PRE)

Cette prime de 1 000 E concernait les personnes ayant repris une activité en CDI. Elle vient d'être supprimée par la loi de finance 2011 ! Ce petit plus qui permettait de compenser les dépenses liées à la reprise d'emploi. Eh bien c'est fini!

C) Suppression du Plan Rebond

L'année dernière 1 million de chômeurs devaient être en fin de droit, donc sans ressources. Dans l'urgence le gouvernement arrêta le plan rebond qui a permis à certains chômeurs de prolonger leur indemnisation pendant 6 mois. Ce dispositif au 31 décembre 2010 n'est pas reconduit.

D) Suppression de l'allocation en faveur des Demandeurs d'emploi en formation (ADFEF)

Elle était attribuée aux chômeurs pour toute action de formation. Elle a été supprimée au 31 décembre 2010.

E) Menace de suppression de l'allocation retraite (AER)

Cette allocation a été supprimée une 1er fois au 1er Janvier 2009 par le gouvernement et rétablie. Le gouvernement la supprime à nouveau à partir du 1er janvier 2011. Les chômeurs senior vont donc se retrouver au minimas sociaux (ASS et RSA) jusqu'à 62 ans.

Alors que les chiffres du chômage sont au plus haut, que la misère se répand, il faudrait justement développer des mesures sociales d'accompagnement et non les supprimer. Le gouvernement au contraire choisit de couper le robinet social pour faire plaisir aux agences de notation, au Fonds Monétaire International et aux intérêts financiers des sociétés privées. Les économies comme toujours se font sur le dos des plus pauvres d'entre nous: ça suffit !

BASTA YA !!!